

L'UNION SACRÉE DERRIÈRE LA POLICE

TRACT DE L'OCL

Devant l'Assemblée nationale le 19 mai 2021



Le mercredi 19 mai, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et des écologistes d'EELV ont défilé avec Le Pen et Darmanin dans une manifestation policière d'extrême droite.

Nous avons, en France, la police la plus armée et la plus violente d'Europe. Les morts lors d'interventions policières se comptent par dizaines, les mutilés par centaines, les blessés et les traumatisés par milliers. Un bilan de guerre, en quelques années seulement. Et une impunité totale, absolue, sidérante. Nous avons en France, une police qui annonce qu'elle votera à 70% pour l'extrême droite, et qui manifeste illégalement armée dans les rues. Une police qui s'autonomise, qui dicte sa loi, qui terrorise. Face à un constat aussi terrifiant, que fait la gauche ? Cherche-t-elle à s'opposer à l'État policier ? A résister à la toute puissance des forces de l'ordre ? Rien de tout cela : elle décide d'accélérer le mouvement.

Le prétexte de cette démonstration de force de la police ? Les « violences » contre les forces de l'ordre, et le « mal être » de la profession. Il suffit de regarder les statistiques officielles pour constater que le nombre de policiers tués en service n'a jamais cessé de diminuer : une quarantaine par an dans les années 80, une dizaine par an depuis les années 2000 – dont une partie lors d'accidents –, et moins de 5 l'an dernier [1]. A titre de comparaison, plus de 12 personnes ont été tuées par la police française rien que lors des deux premiers mois de confinement.

Un syndicaliste policier, David Le Bars s'est même permis d'annoncer sur BFM TV que les politiques qui ne participent pas au rassemblement « devront assumer » les conséquences. Une menace explicite contre la France Insoumise et les rares personnalités qui ne se sont pas associées à la manifestation.

Les responsables de gauche qui manifestent avec l'extrême droite aujourd'hui étaient les premiers à diffamer et à salir le mouvement populaire des Gilets Jaunes, en le qualifiant de « populiste », de « poujadiste » voire d'extrême droite. D'une certaine manière, les grognements

de la police sont l'exacte antithèse des Gilets Jaunes : les premiers sont soutenus par la presque totalité de la classe politique et médiatique, du PCF au RN, sans avoir vraiment de soutien populaire. Les seconds ont été calomniés, réprimés, abandonnés par tous, mais ont tenu bon car il s'agissait d'une colère profonde, soutenue, partagée par une grande partie de la population.

L'argument de cette gauche est qu'il ne faut pas laisser la question de l'insécurité entre les mains de l'extrême droite. Argument sidérant quand on sait que la véritable insécurité ce sont plus de 500 personnes qui meurent au travail chaque année, et plus de 30 000 sont gravement blessées lors d'accidents du travail, que le chômage cause la mort de 14 000 personnes par an, que plus de 40 000 morts sont imputables chaque année à la pollution de l'air. Le fait de

Administrative, gérés par la police, où sont enfermés les exilés, hommes, femmes, enfants. C'est le socialiste Lionel Jospin qui légalise les tests ADN, aujourd'hui généralisés. A partir de 2012, c'est le PS qui donne l'assaut contre les ZAD avec des dispositifs exceptionnels, et qui tue Rémi Fraisse en 2014. C'est le PS qui généralise les célèbres LBD, qui militarise la police, qui érase par la force le mouvement social contre la « Loi Travail ». L'état d'urgence, aujourd'hui permanent, et les lois de surveillance généralisées, c'est aussi le PS de Manuel Valls. Et puis... la collaboration avec les tueurs du GAL, la création de cellules antiterroriste, les Irlandais de Vincennes, l'attentat du rainbow Warrior, la politique de vente d'armes, les interventions militaires en Afrique et le soutien aux dictateurs, la complicité du génocide au Rwanda, etc., etc..

Ce ne sont encore là que quelques exemples !

Le rôle historique du PS et de ses alliés au pouvoir a toujours été de renforcer l'arsenal sécuritaire qui sera ensuite complété par la droite. Il n'y a finalement pas de « tournant sécuritaire » de cette gauche, qui ne fait que perpétuer la longue tradition, entachée de sang, de ses prédécesseurs. Pire, les attaques menées par la gauche quand elle est au pouvoir ont lieu dans l'apathie généralisée et l'évanouissement des contre-pouvoirs. Pire que la droite.

Nous savons à présent que même lorsqu'elle n'est pas au pouvoir, la gauche communiste, socialiste et écologiste choisit de faire bloc, avec l'extrême droite, derrière l'État policier. Ce qui reste de ce petit monde politique est cadavérique et moribond. Il est urgent de l'achever.

OCL, 20 mai 2021

Devant l'Assemblée nationale le 19 mai 2021



matraquer les esprits jusqu'à l'écoeurement, matin, midi et soir, sur le « mal être policier » en occultant tout le reste est une entreprise de propagande assumée. Il s'agit en réalité de durcir encore plus la répression, de donner encore d'avantage carte blanche aux violences d'État. Le ralliement de la gauche à cette opération est une collaboration criminelle qui consiste à manifester avec les créateurs de cette insécurité !

Faut-il s'étonner de voir la gauche social-démocrate et stalinienne appuyer le processus autoritaire et réactionnaire en cours ? L'histoire a déjà tranché. Ses responsables ont massivement voté les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain en 1940, après avoir laissé mourir la Révolution Espagnole, écrasée par les fascistes, et mis les espagnols dans des camps. Après la guerre, c'est un ministre socialiste, Jules Moch, qui donne l'ordre aux CRS d'ouvrir le feu sur les grévistes des mines, en 1947. Durant la guerre d'Algérie, François Mitterrand, ami du responsable pétainiste René Bousquet, va organiser la répression des opposants politiques et renforcer, par décret, l'état d'urgence déclaré en 1955. Des Centres d'Assignation à Résidence Surveillée sont mis en place pour interner les militants algériens. Plus tard, en 1981, c'est le même Mitterrand qui crée les Centres de Retention

Devant l'Assemblée nationale le 19 mai 2021



P.-S.

Ce texte est largement inspiré d'un post paru sur *Nantes révoltée*